



FONCTION PUBLIQUE

*Union interfédérale des agents de la Fonction Publique FO*

*46, rue des petites écuries 75010 PARIS*

*[contact@fo-fonctionnaires.fr](mailto:contact@fo-fonctionnaires.fr) // 01-44-83-65-55*

---

## Halte à la maltraitance du service public !

Après une grève très suivie par des milliers de manifestants dans la rue le 10 octobre dernier, le Conseil Commun de la Fonction publique (CCFP) a été boycotté unanimement par les organisations syndicales. Ce 8 novembre 2017, le Ministre Gérald Darmanin reconvoquait le CCFP sur les points suivants : compensation de la CSG et application des mesures PPCR (Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations).

Le ministre n'a répondu en rien aux légitimes revendications des fonctionnaires et agents publics. La CSG ne sera compensée que sur 2018 et 2019, donc sans pérennité, et le report d'un an de toutes les mesures statutaires et indiciaires de PPCR est maintenu. Le pouvoir d'achat des fonctionnaires va donc continuer de baisser, ce qui est inadmissible !

Malgré ce que prétend le Gouvernement dans sa communication, ce Conseil commun ne s'est pas bien passé, et les 3 textes présentés ont reçu un vote CONTRE de toutes les organisations syndicales de fonctionnaires.

Les fonctionnaires et agents publics représentent 5,5 millions d'agents et 20 % de l'emploi salarié en France. Mais ils ne sont perçus que comme des variables d'ajustement budgétaire par ce gouvernement. La politique libérale qu'il mène ne vise qu'à satisfaire les marchés financiers et les diktats européens.

Même traitement pour le secteur privé, dont les garanties collectives se réduisent un peu plus chaque jour, avec un code du travail de moins en moins protecteur et l'affaiblissement des moyens alloués aux représentants syndicaux pour défendre les salariés.

Pour FO Fonction publique, la lutte contre toutes ces contreréformes est indispensable. C'est pourquoi, FO Fonction publique s'inscrit pleinement dans la journée de grève et d'actions interprofessionnelle du 16 novembre 2017, en déposant un préavis de grève pour permettre à tous les fonctionnaires et agents publics de mener le combat.

Face à un gouvernement qui considère le dialogue social comme une simple formalité pour entériner ces réformes, seul le rapport de force permettra de gagner.

### **Le 16 novembre 2017, tous en grève et aux manifestations pour :**

- Défendre un service public de qualité, le statut général des fonctionnaires et l'emploi public,
- Augmenter la valeur du point d'indice de 16 % afin d'améliorer le pouvoir d'achat,
- Défendre le financement de la protection sociale par les cotisations,
- Refuser la réinstauration du jour de carence,
- Obtenir le retrait de la Loi El Khomri et des régressions inadmissibles des ordonnances Macron

Fait à PARIS, le 10 novembre 2017